

Conseil international du Café
112^e session
3 – 7 mars 2014
Londres, Royaume-Uni

Admission d'observateurs

Contexte

1. La règle 5 du Règlement de l'Organisation dispose que, au début de chaque session, le Conseil décide de l'admission d'observateurs et énumère les points de l'ordre du jour du Conseil et des comités qui seront ouverts aux observateurs admis¹. Les réunions du Comité des finances et de l'administration sont ouvertes uniquement aux Membres. Le cadre de référence du Comité consultatif du secteur privé (CCSP) (annexe II du document [ICC-110-13](#)) stipule que les non-membres, les organisations pertinentes et les experts des questions ayant trait au café peuvent assister aux réunions du CCSP à l'invitation du CCSP. Les observateurs doivent donc soumettre des demandes pour assister aux réunions du CCSP, par l'intermédiaire de son président.
2. En septembre 2013, le Conseil a approuvé une liste d'observateurs à admettre aux sessions du Conseil au cours de l'année caféière suivante. Une liste des observateurs admis qui avaient confirmé qu'ils seraient présents à la 112^e session est jointe à l'annexe I. L'annexe II contient la liste des observateurs admis aux sessions du Conseil en 2013/14 et l'annexe III reproduit les articles 15 et 16 de l'Accord de 2007 et la règle 5 du Règlement de l'Organisation internationale du Café.
3. Tout observateur supplémentaire souhaitant assister à ces réunions est tenu de soumettre au Directeur exécutif une demande de statut d'observateur par écrit au moins 45 jours avant la session (c'est-à-dire avant le **16 janvier 2014** pour la 112^e session prévue du 3 au 7 mars 2014).

¹ Le paragraphe 5 de la règle 34 dispose que le Règlement de l'OIC s'applique aux réunions des comités et autres organes subsidiaires et consultatifs.

4. Il est suggéré que les points de l'ordre du jour du Conseil relatifs aux finances et à l'administration soient réservés aux Membres lors de cette session.

Mesure à prendre

Le Conseil est invité à examiner la liste des observateurs figurant à l'Annexe I et les points des ordres du jour et les réunions qui leur seront ouverts à la 112^e session.

**OBSERVATEURS SOUHAITANT ASSISTER À LA SESSION DU CONSEIL
ET À D'AUTRES RÉUNIONS**

3 MARS 2014

Organisations intergouvernementales	Réunions/Points de l'ordre du jour d'intérêt
Banque interaméricaine de développement	Conseil et Comités
CABI	Conseil et Comités
Fonds commun pour les produits de base (FCPB)	Conseil et Comités
Organisation interafricaine du café (OIAC)	Conseil et Comités
<i>International Women's Coffee Alliance</i>	Conseil et Comités
Pays non-membres	
Algérie	Conseil et Comités
Corée, République de	Conseil et Comités
Fédération de Russie	Conseil et Comités
Japon	Conseil et Comités
Népal	Conseil et Comités
Pérou	Conseil et Comités
République démocratique populaire lao	Conseil et Comités
Sri Lanka	Conseil et Comités
Associations du secteur privé²	
Association du café du Canada	Conseil et Comités
Association des cafés fins d'Afrique	Conseil et Comités
Association japonaise du café	Conseil et Comités
<i>Coffee Exporters Association of India</i>	Conseil et Comités
Fédération européenne du café (ECF)	Conseil et Comités
Association européenne des cafés de spécialité (SCAE)	Conseil et Comités
Experts en statistiques	
Euan Mann, Complete Commodity Solutions Ltd.	Conseil et Comités
Judy Ganes-Chase, CEO, J. Ganes Consulting LLC	Conseil et Comités
Steve Wateridge, Tropical Solutions	Conseil et Comités
Experts du Forum consultatif et conseillers du Groupe restreint	
Alliance financière pour le commerce durable (FAST)	Conseil et Comités

² Non inclus dans les pouvoirs

OBSERVATEURS À ADMETTRE AUX SESSIONS DU CONSEIL EN 2013/14

Pays non-membres

Afrique du Sud	Corée,	Japon	Pérou
Algérie	Égypte	Jordanie	Rép. arabe syrienne
Arabie saoudite	Émirats arabes unis	Koweït	Rép. dém. populaire
Argentine	ex-Rép. yougoslave de	Liban	lao
Arménie	Macédoine	Malaisie	Serbie
Australie	Fédération de Russie	Maurice	Singapour
Bélarus	Fidji	Maroc	Sri Lanka
Belize	Guinée équatoriale	Mozambique	Soudan
Botswana	Islande	Myanmar	Trinité-et-Tobago
Cambodge	Iran, Rép. islamique d'	Népal	Ukraine
Canada	Israël	Nouvelle-Zélande	Uruguay
Chili	Jamahiriya arabe	Oman	
Chine	libyenne	Pakistan	

Organisations intergouvernementales

- Banque africaine de développement (BAD)
- Banque asiatique de développement (BASD)
- Banque centraméricaine d'intégration économique (BCAIE)
- Banque interaméricaine de développement (BID)
- Banque mondiale
- CABI
- Centre du commerce international (CCI) CNUCED/OMC
- Comité consultatif international du coton (CCIC)
- Commission de pêches de l'Atlantique Nord-Est (CPANE)
- Commission du *Codex Alimentarius*
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
- Conseil international des céréales
- Conseil oléicole international (COI)
- États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (États ACP)
- Fonds commun pour les produits de base (FCPB)
- Fonds international de développement agricole (FIDA)
- Fonds internationaux d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (FIPOL)
- Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) –Programme régional de développement et de modernisation de l'industrie du café en Amérique centrale, à Panama, en République dominicaine et en Jamaïque (PROMECAFE)
- *International Women's Coffee Alliance* (IWCA)
- Ligue des États arabes
- Organisation des États américains (OEA)
- Organisation mondiale du commerce (OMC)

- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI)
 - Centre international pour la science et la haute technologie (CIS - ONUUDI)
- Organisation interafricaine du Café (OIAAC)
- Organisation internationale du cacao
- Organisation internationale du sucre
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
- Secrétariat du Commonwealth
- Société financière internationale (IFC)

Organisations scientifiques s'occupant du café

- Association pour la science et l'information sur le café (ASIC)
- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)
- Réseau international du génome du café
- Association 4C

Comité consultatif du secteur privé (CCSP)

Selon les nominations du Conseil pour 2013/14 et 2014/15

Orateurs du Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café

Selon l'invitation du Groupe restreint et du Directeur exécutif

Conseillers du Groupe restreint

Selon les nominations du Conseil

Experts en statistiques pouvant assister aux réunions du Comité des statistiques et aux sessions du Conseil

- Judy Ganes (*J. Ganes Consulting LLC*)
- Euan Mann (*Complete Commodity Solutions Ltd.*)
- Neil Rosser (*Armajaro Holdings*)
- Rob Simmons (*LMC International Ltd., Royaume-Uni*)
- Andrea Thompson (*Coffee Network*)

ACCORD INTERNATIONAL DE 2007 SUR LE CAFÉ**ARTICLE 15****Collaboration avec d'autres organisations**

1) Le Conseil peut prendre des dispositions pour avoir des consultations et collaborer avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, d'autres organisations intergouvernementales appropriées, et les organisations internationales et régionales pertinentes. Il utilise au mieux les mécanismes du Fonds commun pour les produits de base et autres sources de financement. Ces dispositions peuvent comprendre les mesures financières que le Conseil considère opportunes pour atteindre l'objet du présent Accord. Toutefois, en ce qui concerne la mise en œuvre de tout projet dans le cadre de ces mesures, l'Organisation n'assume aucune obligation financière, y compris au titre de garanties données par des Membres ou par d'autres entités. Aucun Membre n'assume une quelconque responsabilité, au motif de son appartenance à l'Organisation, du fait des emprunts contractés ou des prêts consentis par tout autre Membre ou toute autre entité dans le cadre de tels projets.

2) Lorsque cela est possible, l'Organisation peut recueillir auprès des pays Membres, des pays non membres et des agences donatrices et autres agences, des informations sur les projets et programmes de développement centrés sur le secteur caféier. Le cas échéant et avec l'accord des parties en cause, l'Organisation peut mettre ces informations à la disposition de ces autres organisations ainsi que des Membres.

Article 16**Collaboration avec
des organisations non gouvernementales**

Pour atteindre l'objet du présent Accord, l'Organisation peut, sans préjudice des dispositions des Articles 15, 29, 30 et 31, engager et renforcer des activités de collaboration avec les organisations non gouvernementales appropriées expertes dans les aspects pertinents du secteur du café et avec d'autres experts en matière de café.

RÈGLEMENT DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFÉ

RÈGLE 5

Observateurs

1. Toute organisation visée à l'article 16 de l'Accord, y compris les associations et organismes du café du secteur privé, peut demander à bénéficier du statut d'observateur pour une session du Conseil en soumettant au Directeur exécutif une demande écrite au moins 45 jours avant la session.
2. La demande écrite doit indiquer les points de l'ordre du jour qui l'intéressent. Le cas échéant, le Directeur exécutif demande tous les renseignements supplémentaires dont le Conseil a besoin pour examiner cette demande. Au moins 30 jours avant la session, le Directeur exécutif diffuse auprès de tous les Membres le nom des organisations demandant à bénéficier du statut d'observateur, ainsi que les renseignements supplémentaires et une proposition sur la suite à donner à chaque demande.
3. Les observations et/ou objections éventuelles des Membres au sujet de ces demandes sont communiquées par écrit au Directeur exécutif au moins 15 jours avant la session. Au moins 10 jours avant la session, le Directeur exécutif diffuse auprès de tous les Membres les observations éventuelles sur ces demandes et fournit aux requérants intéressés des informations sur ces observations. Au début de chaque session, le Conseil décide de l'admission d'observateurs et énumère les points de l'ordre du jour du Conseil qui seront ouverts aux observateurs admis.
4. Le Conseil peut également inviter des organisations et des personnes à assister aux sessions du Conseil pour y faire un exposé ou pour apporter une contribution sur un sujet donné examiné par le Conseil. Les observateurs ne peuvent pas prendre la parole au cours des débats du Conseil, de ses comités et de ses organes subsidiaires, sauf s'ils y sont invités par le président de l'organe concerné.